



**Ce 1er octobre 2021 nous sommes de nouveau rassemblés devant la Sous Préfecture à l'appel des 9 organisations.**

**CGT, FSU, FO UCR , CFTC , CFE CGC, Solidaires retraités , LSR , Ensemble et solidaires**

Le 1er octobre est la journée internationale du bien vieillir. Aucun média privé ni étatiques n'ont relayés cette journée.

Notre droit à la parole nous est confisquée. Allons nous laisser la parole uniquement au gouvernement et à ces représentants. Mobilisons nous pour que soient portées haut et fort nos revendications.

Nous exigeons de bien vivre notre retraite,

Nous exigeons l'augmentation immédiate des pensions de retraite, de base et complémentaires.

Nous exigeons que la protection sociale soit un bien essentiel.

Nous exigeons des services publics de qualité et humanisés.

La loi de finances de la sécurité sociale et la loi de finances du budget de l'état sont débattues et votées durant les mois de septembre, octobre et novembre. C'est une période cruciale pour les retraités.

En effet les deux lois de finances votées par les législateurs impacteront notre vie quotidienne de façon durable, notre pouvoir d'achat mais aussi la qualité de notre vie.

**Nous exigeons l'augmentation immédiate des pensions de retraite de base et complémentaires.**

0,4 % d'augmentation des pensions au 1er janvier 2021 pour les retraites de base et 1% pour les retraites complémentaires alors que l'inflation est de 2% sur 12 mois. Le gouvernement et le patronat nous ont volé l'équivalent de 2 années pleines de pensions de base. Dans le but de satisfaire le MEDEF, en abaissant les cotisations patronales pour que les actionnaires engrangent de nouveaux records de bénéfices actionnarial, soit 60 milliards pendant la crise de la Covid 19.

Le compte n'y est pas . Si les pensions ne sont pas revalorisées au niveau que nous exigeons cela engendrera une augmentation de la pauvreté. Le dernier constat établi par le secours populaire montre que les personnes les plus atteintes par la pauvreté sont les jeunes et les retraités. De nouvelles augmentations du coût de l'énergie, qui pour la CGT est bien

commun, sont programmées dans le but de maintenir les bénéfices de la concurrence libérale. Lorsque nous distribuons des tracts sur le marché il nous est dit lors de discussions avec des personnes « tout augmente sauf nos pensions, c'est la valse des étiquettes, mutuelles, transport, alimentation, transfert d'impôts ». Nous saluons les agents de l'EDF CGT qui ont lutté et fait reculer le gouvernement sur le projet hercule qui consistait à privatiser l'énergie électrique en scindant la production en 3 entités.

Faire le constat cela ne suffit pas nous devons nous mobiliser car si nous restons passifs le gouvernement aura les mains libres pour faire voter des lois de finances toujours favorables au grand patronat. Attention danger pour notre pouvoir d'achat, un rapport gouvernemental préconise une nouvelle augmentation de la CSG qui devrait être alignée sur celle des actifs, mais aussi la réduction de l'abattement de 10% pour l'impôt sur les revenus. La continuité de la sous valorisation et/ ou le gel des pensions sont toujours d'actualité. La coupe est pleine, le gouvernement s'inscrit durablement comme ses prédécesseurs dans la baisse de nos pensions.

Pour la CGT augmenter les pensions de retraites est un investissement juste socialement et nécessaire pour l'économie. Redonner le juste pouvoir d'achat et respecter le contrat social ça aussi c'est le bien vieillir.

**Nous exigeons que la protection sociale, la santé ,les soins , la prévention, la recherche soient des biens sociaux.**

C'est grâce à la protection sociale que nous avons fait front à la crise sanitaire, elle a démontrée qu'elle est un bien essentiel dans toute ses composantes. La protection sociale est fondée sur la solidarité et non sur les profits, sans cette organisation nous serions impuissants, face aux crises d'ordre, économique, sanitaire et sociale. Les nouvelles mesures quant aux conditions d'indemnisations du chômage appliquées dès aujourd'hui sur décision unilatérale du gouvernement pénalisent injustement les demandeurs d'emploi et les futurs retraités dans la prise en compte des trimestres pour le calcul de leur pension future. Le gouvernement et le MEDEF ont l'espoir de privatiser la protection sociale seules nos luttes barrerons un tel projet.

La santé n'a pas de prix. Elle est devenue , pour les secteur privé, une valeur marchande et une source de spéculation pour les grands laboratoires pharmaceutiques, les cliniques et les Ehpad. Nous exigeons que les dividendes indécents versés aux actionnaires soient réinvesties dans la prévention et la recherche.

La crise sanitaire n'est pas terminée. Le gouvernement a choisi la répression en imposant des mesures restrictives des libertés. Le gouvernement doit arrêter de diviser, de culpabiliser et d'infantiliser les citoyens.

Nous exigeons une protection sociale à 100 % pour l'autonomie intégrée dans la branche maladie et financée par les cotisations sociales.

## **Nous exigeons des services publics de qualité et humanisés.**

Tous les services publics, sans exception depuis le début de la pandémie ont démontré leur utilité et de leur efficacité de proximité. Il serait reconnu par le gouvernement et le patronat qui inlassablement ne cessent de les démembrer et de les casser tout en transférant leurs compétences vers le secteur privé afin d'augmenter les profits des actionnaires.

Nous exigeons le rétablissement des services publics l'abrogation des lois « sur la transformation de la fonction publique ».

Nous avons besoin de services publics de proximité, avec du personnel en nombre suffisant, formé garant d'une égalité de traitement sur tout le territoire et d'une accessibilité pour tous .

La CGT exige que les services hospitaliers, les collectivités territoriales et l'état soient renforcés par des accueils de proximité du personnel en nombre et qu'ils soient dotés financièrement à la hauteur des besoins pour leur fonctionnement leur investissement et leur modernisation.

Pour la CGT l'accueil seul par internet n'est pas du domaine du service public.

## **Les retraités veulent vivre dignement et bien vieillir nous revendiquons :**

**Pas de retraite inférieure au SMIC.**

**La suppression de la hausse de la CSG.**

**Une mesure immédiate de revalorisation de 100€ comme première étape avant les 300€ nécessaire.**

**La gratuité des transports en commun pour tous.**

**La réindexation des pensions sur le salaire annuel moyen.**

**Des vaccins gratuits pour tous.**

**Pour un droit à l'autonomie dans la branche maladie de la sécurité sociale.**

**La fixation du taux de réversion à 75 % sans condition d'âge et de ressources.**

**Le rétablissement des services publics de proximité et pleine compétence.**

.